

Unité interdépartementale Vaucluse Arles
Services de l'État en Vaucluse
84905 AVIGNON cedex 09

Avignon, le 14/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARL RICARD

ZAC km Delta II

638 Rue Etienne Lenoir

30900 Nîmes

Références : D-00516-2025
Code AIOT : 0006 401 242

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/07/2025 dans l'établissement SARL RICARD implanté Mourre de Lira Route d'Uchaux 84 550 Mornas. L'inspection a été annoncée le 02/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 15/07/2025 s'inscrit dans les suites de l'inspection en date du 09/10/2023 et relative à la cessation partielle d'activité (3 parcelles). Elle a pour objectif de vérifier les mesures complémentaires mises en place par l'exploitant, recueillir l'avis du propriétaire des parcelles concernées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL RICARD
- Mourre de Lira Route d'Uchaux 84 550 Mornas
- Code AIOT : 000 640 12 42
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Ricard SARL exploite une carrière au lieu-dit « Mourre de Lira », sur la commune de Mornas.

Les activités exercées relèvent de l'autorisation au titre de la rubrique 2510, de l'enregistrement au titre de la rubrique 2515 et de la déclaration au titre de la rubrique 2517 de la nomenclature des ICPE. Les activités du site sont autorisées par l'arrêté préfectoral du 22 mai 2023 pour une durée de 25 ans.

Contexte de l'inspection :

vérification des mesures complémentaires contenues dans le rapport de la DREAL du 23/11/2023 et relatif à la cessation partielle d'activité pour les parcelles ci-après : emprise de 0,1 ha de la parcelle n°1624pp (ex-1606pp) et pour une emprise totale de 0,6 ha pour les parcelles n°1623pp (ex-1473pp) et 1621pp (ex-1469pp).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	remise en état	Code de l'environnement du 12/07/2011, article R.512-39-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les travaux réalisés, dans le cadre de la cessation partielle d'activité des installations, situées sur tout ou partie de la parcelle n°1624pp (ex-1606pp) pour une emprise de 0,1 ha et des parcelles n°1623pp (ex-1473pp) et 1621pp (ex-1469pp) pour une emprise totale de 0,6 ha situées sur la commune de Mornas, se révèlent conformes aux prescriptions des articles R. 512-39-1 et suivants du code de l'environnement, ainsi qu'à celles de l'arrêté préfectoral N°4346 du 11/10/1988.

La visite du site du 15 juillet 2025 a permis de confirmer les éléments fournis dans les dossiers pour ce qui concerne la remise en état.

En conséquence, il peut désormais être considéré que l'exploitant a satisfait à ses obligations, au regard des dispositions prévues par la réglementation relative aux installations classées.

Par ailleurs, l'inspection rappelle, qu'en vertu des dispositions de l'article R. 512-39-4 du code de l'environnement :

- monsieur le Préfet peut imposer à l'exploitant les prescriptions nécessaires à la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, à tout moment, même après la remise en état ;
- en cas de modification ultérieure de l'usage du site, l'exploitant ne peut se voir imposer de mesures complémentaires induites par ce nouvel usage, sauf s'il est lui-même à l'initiative de ce changement d'usage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : remise en état

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/07/2011, article R.512-39-1 et article 4 de l'arrêté préfectoral N°4346 du 11/10/1988
Thème-s : Autre, remise en état
Prescription contrôlée : I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de

l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :

1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;

2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;

3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.

article 4 de l'arrêté préfectoral N°4346 du 11/10/1988

[...] L'exploitation sera conduite et les terrains exploités seront réaménagés, conformément aux dispositions et mesures particulières énumérées ci-après :

- les déchets d'exploitation seront utilisés pour remblayer les vides créés et obtenir une surface plane sur laquelle seront régaliées de manière uniforme, les terres de recouvrement. Des plantations (pins, chênes, cèdres, etc.) seront aussitôt effectuées sur les parties remises en état;
- les fronts résiduels et de liquidation seront rectifiés, purgés et laissés sans surplomb ;
- la carrière et ses abords seront constamment tenus en bon état d'ordre et de propreté
- en fin d'exploitation, les lieux seront rendus autant que faire se peut à leur état naturel ; en particulier, aucun dépôt, matériel ou construction à l'abandon ne devra y subsister [...]

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 09/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite-s qui avai(en)t été actée-s : Demande d'action corrective, demande de justificatif
- date d'échéance qui a été retenue : 3 mois à compter de la lettre préfectorale soit 23/02/2024

Constats de la visite d'inspection du 09/10/2023

En préambule, la carrière de Mourre de Lira a été autorisée par l'arrêté préfectoral n° 4346 du 11 octobre 1988 pour une emprise d'environ 8 ha, présentée sur la photographie aérienne ci-dessous en bleu. Par ailleurs, par courrier du 22 septembre 2021, complété le 18 mai 2022, la société Établissement RICARD SARL a déposé un dossier de demande d'autorisation environnementale unique pour le renouvellement et l'extension de sa carrière située au lieu-dit « Mourre de Lira » sur la commune de Mornas (périmètre de 11,5 Ha matérialisé en rouge ci-après).

À travers ce dossier, l'exploitant a également notifié une cessation partielle pour une emprise de 0,1 ha de la parcelle n°1624pp (ex-1606pp) et pour une emprise totale de 0,6 ha pour les parcelles n°1623pp (ex-1473pp) et 1621pp (ex-1469pp). La superposition entre le périmètre de la demande d'autorisation en rouge et le périmètre autorisé en 1988 permet de visualiser les deux parties de l'emprise qui n'ont pas été intégrées dans le périmètre de la demande d'autorisation déposée en 2021.



(source : dossier de cessation partielle d'activité 2022)

Les parcelles concernées par cette cessation partielle sont présentées ci-après :

Section	Numéro	Lieu-dit	Contenance cadastrale totale (m ²)	Futur Numéro	Surface demandée (m ²)
A	1473 pp	Mourre de Lira	33 439	1623 pp	5 464
A	1469 pp	Mourre de Lira	3 952	1621 pp	366
A	1606 pp	Mourre de Lira	99 614	1624 pp	1 450

(source : dossier de cessation partielle d'activité 2022)

À travers ce dossier de cessation partielle d'activité, l'exploitant a décrit les mesures prises pour répondre aux dispositions des articles R.512-39-1 et suivants du code de l'environnement, ainsi qu'à celles de l'article 4 de l'arrêté préfectoral N°4346 du 10/10/1988 :

a) il rappelle les **opérations de mise en sécurité réalisées** après arrêt de l'activité d'extraction sur les terrains objets de la cessation :

- limitation d'accès à la carrière par l'installation d'un merlon en limite avec les parcelles restituées et d'un merlon situé au niveau de l'ancien chemin d'accès ;
- démontage des panneaux de signalisation, de la barrière et du pont bascule ;

b) il décrit les **opérations de remise en état effectuées** en vue de la reconversion du site : en outre, le nivellement des terrains au niveau du terrain naturel a été effectué. Par ailleurs, la jouissance de l'ancien bureau a été rendue à sa demande au propriétaire du terrain.

c) il précise que la remise en état des terrains exploités ou utilisés a été réalisée de manière conforme au code de l'environnement ainsi qu'à l'article 4 de l'arrêté préfectoral N°4346 du 10/10/1988

e) il transmet l'avis favorable du propriétaire sur la remise en état des parcelles précitées.

Le 09/10/2023, l'inspecteur de l'environnement a constaté sur les parcelles présentées supra :

- la présence d'un merlon situé au niveau de l'ancien chemin d'accès ;
- le démontage des panneaux de signalisation, de la barrière et du pont bascule ;
- le nivellement des terrains au niveau du terrain naturel et le régalage des terres et des stériles ;
- l'absence de bassin de décantation ;
- l'absence de déchets ;
- l'ensemble du secteur est recouvert par une surface végétale ;
- la présence de l'ancien bureau dont la jouissance reste au propriétaire.

Ces constats ne sont valables que pour les parties visibles et sous réserve de nuisances ou désordres ultérieurs qui pourraient provenir des parties visibles.

Par ailleurs, l'inspection a relevé que le pourtour du plan d'eau est constitué, au niveau de la zone libérée, d'une falaise et d'une végétation dense, difficilement pénétrable. Toutefois, le dossier ne précise pas les mesures d'interdictions ou de limitations d'accès aux abords du plan d'eau et de la falaise. Le jour de l'inspection, il n'a pas été constaté de dispositifs particuliers de limitation ou de mesures d'interdictions aux abords du plan d'eau et de la falaise, hormis la végétation dense.

Ainsi, la DREAL, dans le rapport du 23/11/2023, demandait à l'exploitant de compléter son dossier de cessation partielle en décrivant les mesures d'interdictions ou de limitations d'accès, mises en place au niveau des terrains abandonnés aux abords du plan d'eau et de la falaise. Il transmettra à Madame la Préfète dans un délai de 3 mois :

- le descriptif de ces mesures complémentaires ;
- l'avis du propriétaire sur ces dernières ;
- un reportage photographique des travaux réalisés.

Constats de la visite d'inspection du 15/07/2025

Par courrier en date du 22 décembre 2023, l'exploitant a transmis à Monsieur le Préfet de Vaucluse un reportage photographique relatif au panneautage et à la limitation d'accès sur le pourtour du plan d'eau au niveau de la zone libérée, ainsi qu'au niveau de la falaise. Ce reportage photographique comporte dix photos sur lesquelles il est constaté la pose de panneaux mentionnant l'interdiction de baignade, l'interdiction d'accès, les risques de chute, de noyade ou d'enlèvement.

L'exploitant a transmis l'avis signé en date du 22/04/2022 du propriétaire et relatif à la remise en état pour les parcelles présentées ci-avant.

Par courriel du 25/06/2024, l'exploitant a communiqué la copie du courrier adressé en recommandé avec accusé de réception (870 009 277 994 274) au propriétaire des parcelles concernées par la cessation, afin de recueillir son avis sur les mesures complémentaires effectuées. Il n'a pas eu de réponse du propriétaire sur les mesures complémentaires effectuées.

La visite du 15/07/2025 a été annoncée par courriel du 02/07/2025. L'exploitant ainsi que le propriétaire des parcelles concernées sont présents le jour de l'inspection.

La visite d'inspection du 15/07/2025 a permis de constater que la limitation des accès à la carrière en fonctionnement est matérialisée par la présence d'un merlon d'une hauteur d'environ 3

mètres. Un panneautage est posé à intervalles réguliers au sommet de ce merlon et rappelle l'interdiction d'accès, les dangers inhérents à la carrière. Ce panneautage est visible depuis l'extérieur de la carrière. Le merlon est végétalisé: cannes, arbustes et arbres.

Puis, il a été constaté que les dispositifs de limitation et d'interdiction d'accès, sur le pourtour du plan d'eau au niveau de la zone libérée, ainsi qu'au niveau de la falaise (panneau, clôture), sont présents.

Aucune observation relative aux mesures complémentaires, décrites dans le courrier du 22 décembre 2023, n'a été formulée par les participants à l'inspection.

Ces constats ne sont valables que pour les parties visibles et sous réserve de nuisances ou désordres ultérieurs qui pourraient provenir des parties visibles.

Type de suites proposées : Sans suite

**Annexe au rapport de la
visite d'inspection du 15/07/2025 – SOCIÉTÉ RICARD-MOURRE DE LIRA sise MORNAS
Planche de photographies et photos transmises par l'exploitant par courrier en date du
22/12/2023**

Photos n°1 – merlon hauteur 3 mètres



Photo n°2 – merlon et panneau



Photos n°3 – présence d'arbustes



Photo n°4 – fin du merlon en fond de site et panneau dédié



Photos n°5 – panneautage aux abords du plan d'eau



Photo n°6 – panneautage aux abords du plan d'eau



Photos n°7 – présence de panneau côté propriétaire



Photos n°8 – reportage de l'exploitant transmis par courrier en date du 22/12/2023



Photo n° 9 – reportage de l'exploitant transmis par courrier en date du 22/12/2023



Photo n° 10 – reportage de l’exploitant transmis par courrier en date du 22/12/2023



Photo n°11 – reportage de l'exploitant transmis par courrier en date du 22/12/2023



Photo n°12– reportage de l’exploitant transmis par courrier en date du
22/12/2023



Photo n°13– reportage de l’exploitant transmis par courrier en date du 22/12/2023

